

L'invité

Electricité: aveu d'impuissance de Moritz Leuenberger

Serge Beck*

Ce qu'un porte-parole du Parti socialiste qualifiait il y a moins d'une année de «gros bobard» est désormais officiellement admis par notre ministre de l'Énergie: la Suisse va bientôt manquer d'électricité. Dans un discours tenu à Berne le 14 janvier, Moritz Leuenberger faisait aveu d'impuissance. Le salut, à ses yeux, viendra de l'étranger.



*Président de la Fédération romande pour l'énergie

Oubliée, la décision du Conseil fédéral de promouvoir la construction de nouvelles grandes centrales, à gaz puis nucléaires, pour sauvegarder la sécurité d'approvisionnement du pays! Suite à cette prise de position gouvernementale annoncée en 2006, M. Leuenberger et son office de l'énergie auraient dû, normalement, engager des mesures concrètes pour favoriser et accompagner le lancement des grands ouvrages de production.

Nous produisons à l'étranger, hors de tout contrôle, le CO₂ que Moritz Leuenberger ne veut pas que l'on émette dans des centrales suisses

Mais il y a belle lurette que la normalité n'a plus cours dans notre politique énergétique. Notre ministre de l'Énergie continue de répéter que le nucléaire n'est pas acceptable à cause de la question des déchets, alors même que le Conseil fédéral a officiellement admis en 2006 que la faisabilité du stockage des déchets nucléaires était désormais établie. M. Leuenberger ne fait rien non plus, c'est le moins qu'on puisse dire, pour enrayer la résistance politique qui s'est organisée contre les projets de centrales à gaz.

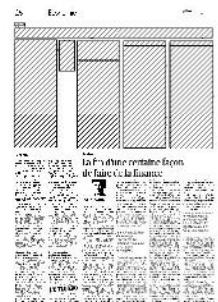
Autrement dit, le plus haut responsable du pays en matière de politique énergétique se résigne à ce que la Suisse, autrefois pionnière et grande exportatrice d'énergie électrique,

entre en situation de précarité dans un domaine absolument vital, avec le vague espoir que l'on trouvera à l'étranger les dizaines de milliards de kilowattheures qui viendront progressivement à manquer à partir de 2012, année d'échéance des premiers contrats de fourniture français.

Notre dépendance à l'égard des énergies fossiles, Berne s'apprête ainsi à ajouter sans états d'âme celle de l'électricité. Dans quelle mesure la Suisse peut-elle effectivement compter sur ses voisins pour éviter les pénuries prévisibles? S'exprimant dans le cadre de la même conférence du 14 janvier dernier à Berne, le commissaire européen à l'Énergie, Andris Piebalgs, soulignait que l'Europe, dont les membres se sont eux aussi soumis à un moratoire de fait sur la construction de nouvelles grandes centrales depuis une dizaine d'années, pourrait bientôt manquer d'électricité. Même la France, grande pourvoyeuse de kilowattheures du continent, doit régulièrement relancer de vieux ouvrages à charbon et à mazout pour honorer ses contrats étrangers.

Les importations, dans le domaine de l'électricité, se conçoivent surtout en termes d'échanges. La Suisse est bien outillée pour alimenter ses voisins en énergie de pointe à certains moments du jour ou de la semaine, en échange d'une fourniture de base sur le plus long terme. C'est le principe sur lequel repose le récent contrat d'acquisition d'une capacité de production virtuelle sur une centrale à charbon qu'a récemment conclu EOS avec une entreprise allemande

Confrontées à l'efficacité des grandes ONG actives dans la politique énergétique de notre pays



et à l'inertie des pouvoirs publics, plusieurs entreprises électriques helvétiques ont récemment investi dans des capacités de production étrangères. On ne peut le leur reprocher. Elles doivent assumer leur mandat d'approvisionnement.

Le problème réside dans le fait que ces fournitures proviendront de centrales fossiles, à gaz et à charbon. De sorte que nous produirons à l'étranger, hors de tout contrôle, le CO₂ que M. Leuenberger et ses proches ne veulent pas que l'on émette dans des centrales suisses. Les organisations écologiques, pourtant si promptes à s'emouvoir des menaces climatiques, ne se sont pas, jusqu'ici, offusquées de cette aveuglante contradiction.

Il faut aussi se souvenir que les échanges d'électricité entre pays européens sont rendus difficiles par des goulets d'étranglement sur les lignes de transport. Le réseau européen manque de capacités sur grandes distances. A quoi s'ajoute la volonté de Bruxelles de soumettre les fournitures transfrontalières de courant au système des enchères, rendant caduque la notion de contrats à long terme.

De fait, se reposer sur l'aide de l'étranger est tout à la fois irresponsable et irréaliste. Car l'effet simultané de la hausse de la consommation, de l'arrêt des premières centrales nucléaires et de l'échéance des contrats français fera progressivement monter les besoins de la Suisse à plusieurs dizaines de milliards de kilowattheures par année. Il pourrait nous manquer vers 2025 l'équivalent de la moitié de la demande actuelle.

Rappel: L'électricité est le système nerveux de toute société moderne. 70% du courant consommé font tourner la machine économique.

La moindre défaillance de l'approvisionnement provoque des dommages importants dans les chaînes de production, dans les réseaux informatiques et systèmes de sécurité. Il est sidérant de constater l'indifférence que certains responsables au plus haut niveau de la politique et de l'économie manifestent à l'égard des risques de pénurie.

Il est temps de sortir des tranchées et de signer la paix des braves en matière d'énergie. Toutes les sources disponibles doivent être mises à contribution. Mais il faut se souvenir qu'un développement important des agents renouvelables exige à la mise à disposition de très grandes quantités d'électricité pour créer les infrastructures nécessaires. Il faut autant de courant pour fabriquer un panneau solaire que ce même panneau fournira en sept à huit années de fonctionnement. Toute situation de pénurie endémique sonnera le glas des énergies renouvelables.

Vers la fin de 2008, l'économie électrique devrait lancer officiellement deux projets de grandes centrales nucléaires. Il apparaît désormais clairement que l'on ne pourra pas compter sur Moritz Leuenberger pour appuyer et accompagner ces projets. Peut-être le Conseil fédéral, eu égard à la gravité de la situation, prendra-t-il le dossier en main. Sait-on jamais?

Mais, en attendant, c'est aux forces vives de ce pays, à toutes celles et ceux qui ont pris la mesure du rôle fondamental de l'électricité dans leur vie quotidienne et à leur place de travail, qu'il revient de s'engager aux côtés des entreprises électriques pour mener à bien, et dans les meilleurs délais, la construction de ces ouvrages indispensables.